

Bac: les critiques persistent au premier jour des oraux de rattrapage

Paris, 8 juil. 2019 (AFP) -

Délibérations de jurys "houleuses", élèves "stressés", "notes inventées"... Au premier jour des oraux de rattrapage du baccalauréat lundi, des professeurs dénoncent un examen "entaché d'irrégularités".

"Le plus révélateur est peut-être cet élève absent à son épreuve d'histoire-géographie le jour J, mais dont le professeur gréviste n'a pas vu qu'il ne s'est pas présenté, et qui au final se retrouve avec une note de 12/20 pour une épreuve qu'il n'a jamais passée", témoigne, abasourdi, Mickaël, professeur de sciences économiques et sociales en Seine-Saint-Denis.

Face à la grève inédite de certains correcteurs opposés à sa réforme du bac et qui ont retenu des copies, le ministre de l'Éducation a mis en place une "solution technique" : en cas de notes manquantes, celles du contrôle continu ont été prises en compte. Et si la note du bac s'avère finalement meilleure, c'est celle-là qui est conservée.

Lundi vers 20H00, l'ensemble des copies étaient "rapportées" et la "quasi-totalité" des jurys ont pu se tenir, "quelques délibérations se terminant dans la soirée", a indiqué le ministère dans un communiqué, tout en précisant que les candidats provisoirement ajournés et finalement admis ou l'inverse, seront informés avant mardi 10H00.

"Certes, on a entériné la manoeuvre de Jean-Michel Blanquer de prendre la meilleure note mais attention, on reste en désaccord avec son bidouillage, car au final on a un bac entaché d'irrégularités, et dont la valeur est remise en question", assène Mickaël, membre d'un jury de rattrapage. "Sans parler du stress engendré pour certains élèves à qui on va demander de revenir mardi passer les oraux de rattrapage car ils n'ont pas pu se tenir lundi", regrette-t-il. En déplacement en Gironde, Jean-Michel Blanquer a assuré que la première journée de l'oral de rattrapage s'était "passée conformément à ce qu'on souhaitait".

"Nous avons garanti le principe d'égalité dans des circonstances exceptionnelles. Ce qui est étonnant c'est que certains créent le désordre pour ensuite crier au désordre. On ne peut pas faire ça. Moi je remets de l'ordre (...)", a insisté le locataire de la rue de Grenelle, qui dit "voir les syndicats ces prochains jours".

Cette année, 103.000 candidats ayant obtenu une moyenne comprise entre 8 et 10 à l'écrit sont concernés par ces oraux, qui se tiennent jusqu'à mercredi inclus.

D'autres, en revanche, plus chanceux, ont appris lundi qu'ils n'ont pas à passer les rattrapages car leur note de copie est meilleure que le contrôle continu.

- "Saisie des notes précipitée" - "Nous remettons aujourd'hui les copies car nous avons le sentiment d'avoir gagné", a déclaré William, un des correcteurs grévistes, enseignant à Montpellier. "En voulant absolument publier les résultats du bac, le ministre Blanquer a commis de graves fautes sur le plan juridique par ses mauvaises décisions politiques", dénonce le prof.

Maxime, professeur de sciences et vie de la terre à Créteil cite, lui, l'exemple d'"un élève qui a eu 5/20 au bac, sa vraie note. Or il a bénéficié d'une note +inventée+ de 15/20 ne correspondant même pas à sa note de contrôle continu sur l'année mais à la saisie précipitée d'une secrétaire par manque de temps", relate-t-il auprès de l'AFP.

Beaucoup de correcteurs grévistes évoquent "l'après", avec "des recours potentiels d'élèves ou de parents d'élèves fondés sur la +rupture d'égalité de traitement+".

Interrogée lundi sur les correcteurs grévistes, la ministre de la Cohésion des territoires, Jacqueline Gourault, a pour sa part demandé "des sanctions", estimant que les grévistes "créent le trouble en ne corrigeant pas les copies" puis "derrière ils disent que ce sera un bac au rabais".

Contacté par l'AFP, le président de la fédération des parents d'élèves FCPE, Rodrigo Arenas, a expliqué "accompagner les nombreux parents d'élèves qui s'interrogent sur le bien-fondé d'un recours".

"Nous travaillons avec le syndicat des avocats de France (SAF) pour mettre en place un numéro d'appel à destination des familles", assure-t-il, regrettant au passage les propos d'Emmanuel Macron dimanche sur la "prise en otage des enseignants" qui n'ont fait selon lui que "mettre de l'huile sur le feu".

asm-ito-bpe-al/epe/spe



PAYS :France
SURFACE :101 %
PERIODICITE :Quotidien



► 8 juillet 2019 - Edition Fil Gen

Afp le 08 juil. 19 à 20 27.